

No du 11 octobre 2007



ÉTUDE
DE
M^E JOSEPH GLODEN
NOTAIRE
GREVENMACHER

ArcelorMittal Rodange et Schiffflange
(anciennement Arcelor Rodange)

Société anonyme

Siège social: L-4823 Rodange

2, rue de l'Industrie

R.C.S. Luxembourg B 10643

STATUTS COORDONNES
=====

ArcelorMittal Rodange et Schifflange

Société anonyme

Siège social : L-4823 Rodange

2, rue de l'Industrie

R.C.S. Luxembourg B 10643

Constituée suivant acte reçu le 30 décembre 1972 par Maître Hyacinthe GLAESNER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 52 du 27 mars 1973 et aux annexes du Moniteur Belge du 9 juin 1973 sous le n° 1770-1.

Modifiés par acte reçu par Maître Carlo FUNCK, notaire de résidence à Luxembourg en date du 30 mars 1973 publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 126 du 25 juillet 1973 et aux annexes du Moniteur Belge du 5 septembre 1973 sous le n° 2839-1.

Modifiés par acte de dépôt passé devant Maître Carlo FUNCK, notaire de résidence à Luxembourg en date du 23 décembre 1974, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 44 du 7 mars 1975 et aux annexes du Moniteur Belge du 22 mai 1975 sous le n° 1608-8 et coordonnés suivant procès-verbal du même notaire en date du 11 janvier 1977, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 38 du 16 février 1977.

Modifiés par actes reçus par Maître Reginald NEUMAN, notaire de résidence à Bascharage :

- en date du 27 avril 1978, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 180 du 24 août 1978 et aux annexes du Moniteur Belge du 22 août 1978, sous le n° 1975-1 ;
- en date des 7 décembre 1981 et 6 juillet 1982, publiés au Recueil Spécial du Mémorial n° C 272 du 13 octobre 1983 et aux annexes du Moniteur Belge du 21 septembre 1983, sous les numéros 2311-7 et 9 ;
- en date du 16 septembre 1983, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 313 du 8 novembre et aux annexes du Moniteur Belge du 29 octobre 1983, sous le n° 2608-9 ;
- en date du 28 décembre 1983, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 48 du 20 février 1984 et aux annexes du Moniteur Belge du 9 février 1984, sous le n° 1123-5 ;

- en date du 25 avril 1985, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 178 du 19 juin 1985 et aux annexes du Moniteur Belge du 8 juin 1985, sous le n° 850608-196 ;
- en date du 25 septembre 1985, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 349 du 29 novembre 1985 et aux annexes du Moniteur Belge du 29 novembre 1985, sous le n° 851129-21 ;
- en date du 10 décembre 1985, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 50 du 26 février 1986 et aux annexes du Moniteur Belge du 1er février 1986, sous le n° 860201-82 ;
- en date du 24 avril 1986, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 209 du 23 juillet 1986 et aux annexes du Moniteur Belge du 18 juillet 1986, sous le n° 860718-525 ;
- en date du 26 septembre 1990, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 103 du 5 mars 1991 et aux annexes du Moniteur Belge du 6 novembre 1990, sous le n° 901106-67 ;
- en date du 13 octobre 1993, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 607 du 24 décembre 1993 et aux annexes du Moniteur Belge du 16 décembre 1993, sous le n° 931216-133 ;
- en date du 19 mai 1994, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 373 du 3 octobre 1994 et aux annexes du Moniteur Belge du 28 juillet 1994, sous le n° 940728-95 ; (modification de la dénomination de METALLURGIQUE ET MINIERE DE RODANGE-ATHUS en ARES) ;
- en date du 15 mai 1997, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 451 du 19 août 1997 et aux annexes du Moniteur Belge du 1 août 1997 sous le n° 970823-224 ;
- en date du 15 avril 1999, publié au Recueil Spécial du Mémorial n° C 519 du 8 juillet 1999 et aux annexes du Moniteur Belge du 26 mai 1999 sous le n° 990526-170 (extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 15 avril 1999 - EURO) ;

Modifiés par acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire de résidence à Luxembourg en date du 20 avril 2006 publié au Recueil du Mémorial n° C 1319 du 07 juillet 2006, (modification de la dénomination de ARES en ARCELOR RODANGE S.A.) ;

Modifiés par acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire de résidence à Grevenmacher en date du 11 octobre 2007 publié au Recueil du Mémorial n° C du
(modification de la dénomination de ARCELOR RODANGE S.A. en ArcelorMittal Rodange et Schifflange) ;

STATUTS COORDONNES

Chapitre I – Dénomination. Siège, Objet, Durée

Article 1^{er}

La société est anonyme. Sa dénomination est « **ArcelorMittal Rodange et Schifflange** ». Elle a son siège social à Rodange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra, par simple décision du Conseil d'Administration, être transféré partout ailleurs dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La société peut, par décision du Conseil d'Administration, établir des sièges administratifs, succursales, agences et comptoirs au Luxembourg et à l'étranger.

Article 2

La société a pour objet la fabrication du fer, de la fonte et de l'acier, ainsi que de tous produits se rapportant directement ou indirectement à l'industrie sidérurgique et aux fabrications métalliques, en ce compris les produits ouvrés, la recherche et l'exploitation de toutes mines, minières et carrières, la production de coke, gaz, électricité, engrais et produits chimiques de toute nature en rapport avec l'industrie principale.

La société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion ou autrement dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, nouvelles ou déjà existantes, poursuivant ou non des objets analogues, ou dans toutes autres sociétés ou entreprises.

Elle peut accomplir tous actes généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à son objet ou qui seraient estimés utiles à la continuité ou au développement des affaires sociales.

Article 3

La société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II – Capital social, actions, parts bénéficiaires, obligations.

Article 4

Le capital souscrit est fixé à QUATRE-VINGT-SEPT MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE SEPT CENT VINGT ET UN EUROS, SOIXANTE CENTS (87.293.721,60) et représenté par :

- UN MILLION SIX CENT-VINGT-CINQ MILLE (1.625.000) actions

ordinaires numérotées de 1 à 1.275.000 et de 2.274.841 à 2.624.840;

- CINQ MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-SEPT MILLE NEUF CENT VINGT (5.247.920) actions privilégiées avec droit de vote numérotées de 1.275.001 à 2.127.420, de 2.224.841 à 2.274.840, de 2.624.841 à 2.697.340 et de 2.769.841 à 7.042.840 ;
- CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT VINGT (169.920) actions privilégiées sans droit de vote numérotées de 2.127.421 à 2.224.840 et de 2.697.341 à 2.769.840.

Les privilèges des actions en cause sont précisés aux articles 35 et 37 des statuts. Toutes les actions sont sans désignation de valeur nominale.

En plus des actions, il a été émis deux cent trente mille trois cents (230.300) parts bénéficiaires pour un montant total de deux cent trente millions trois cent mille (230.300.000) francs. Les parts bénéficiaires, qui sont numérotées de 1 à 230.300, ne représentent pas le capital social.

Sans préjudice des caractéristiques dont il est question aux articles 35 et 37 des statuts, les parts bénéficiaires sont nominatives. Elles n'ont pas le droit de vote, à l'exception de celui prévu dans le cadre de l'article 22 des statuts.

Article 5

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf celles pour lesquelles la loi impose la forme nominative.

Toutefois, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire qui, en vertu du paragraphe (4) de l'article 26-1 de la loi, n'auraient pas fait l'objet du rapport prévu aux paragraphes (2) et (3) du même article 26-1, resteront obligatoirement nominatives aussi longtemps qu'elles ne seront pas cessibles conformément à l'article 26-1, paragraphe (4) d) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le Conseil d'Administration peut créer des certificats multiples d'actions.

Article 6

Le capital social pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée Générale.

En cas d'augmentation du capital, l'Assemblée Générale, sinon le Conseil d'Administration dûment autorisé par l'Assemblée Générale, fixera le taux et les conditions de l'émission.

Article 7

Les versements à effectuer sur les actions non encore entièrement libérées lors de leur souscription doivent être faits au lieu et date que le Conseil

d'Administration détermine.

A défaut par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le Conseil d'Administration il devra, de plein droit et sans mise en demeure, payer à partir de la date d'exigibilité fixée par l'appel des fonds un intérêt calculé à raison de 6 % (six pour cent) l'an sur le montant du versement appelé et non effectué, et ce sans préjudice de tous autres droits et toutes autres mesures.

Le Conseil d'Administration aura la faculté de prononcer la déchéance de l'actionnaire défaillant et de faire vendre publiquement en bourse les actions lui appartenant, sans devoir remplir d'autres formalités qu'une sommation de payer restée sans effet dans la huitaine de sa date. Le prix à provenir de la vente sera acquis à la société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais occasionnés. L'excédent, s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant, s'il n'est d'autre chef débiteur de la société et sans préjudice de tous dommages-intérêts éventuels.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations et charges de l'actionnaire en défaut, il restera tenu, vis-à-vis de la société pour tout le surplus, tant de l'appel de fonds qui a donné lieu à la vente que, le cas échéant, des appels de fonds ultérieurs.

Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire.

Les actionnaires peuvent toujours libérer anticipativement leurs actions dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration.

Article 8

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, un registre des obligations convertibles et un registre des parts bénéficiaires.

Article 9

Toute action, part bénéficiaire ou obligation est indivisible.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actions, parts bénéficiaires et obligations, qu'un seul propriétaire par titre. Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers gagistes et débiteurs gagistes devront, pour l'exercice de leurs droits, désigner une seule personne comme étant propriétaire du titre à l'égard de la société, faute de quoi l'exercice des droits y afférents sera suspendu.

Les actions nominatives soumises à usufruit sont inscrites au nom du nu-propriétaire et de l'usufruitier. Ils sont convoqués tous les deux aux Assemblées Générales.

Article 10

Les héritiers, ayants –cause et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils doivent, pour l'exercice de leur droit, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux décisions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée.

Article 11

La société peut, en tout temps, par décision du Conseil d'Administration, créer et émettre toutes obligations avec ou sans garanties.

Chapitre III - Administration

Article 12

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 9 membres au moins et de 16 membres au plus, associés ou non, désignés, sans préjudice des dispositions légales relatives à la représentation des salariés dans les sociétés anonymes, par l'Assemblée Générale pour un temps qui ne peut excéder six ans. Il est assisté d'un ou plusieurs directeurs qui n'ont que voix consultative. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 13

- *supprimé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 octobre 1993.*

Article 14

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président et, s'il le juge opportun, un ou plusieurs vice-présidents.

En cas d'absence du président et du ou des vice-présidents, le Conseil d'Administration désigne celui des membres qui doit provisoirement en remplir les fonctions.

Article 15

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou du/des vice-présidents aussi souvent que l'intérêt de la société le demande. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Sauf cas de force majeure résultant de guerre, troubles ou autres calamités publiques, il ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Ces réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Tout administrateur absent peut donner par écrit, par télégramme ou par télex, à annexer au procès-verbal, à un de ses collègues du Conseil le mandat de voter à une séance du Conseil en son lieu et place sur les objets portés à l'ordre du jour.

Toutefois, aucun membre du Conseil ne peut ainsi représenter plus de deux de ses collègues.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions.

Dans le cas où, en vertu de l'article 57 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs administrateurs doivent s'abstenir de délibérer, les résolutions sont prises à la majorité des autres membres du Conseil, calculée de la manière précisée ci-avant.

Article 16

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres présents.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président ou par deux administrateurs.

Article 17

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société. Il peut accomplir tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les statuts à l'Assemblée Générale.

Le Conseil décide de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social.

Il statue notamment sur tous traités, transactions et compromis ; sur l'acquisition, l'aliénation ou l'échange de tous biens meubles et immeubles, sur tous baux, même à longue durée, locations et sous-locations à prendre ou à conférer ; sur l'acquisition et la cession de toutes créances ou obligations, hypothécaires ou autres ; sur l'acceptation de toutes hypothèques, avec ou sans clause de voie parée ou de toutes autres garanties, ainsi que sur les désistements d'hypothèques ; sur la renonciation à tous droits réels ou personnels et à toutes actions résolutoires ; sur les mainlevées avant comme après paiement, de toutes inscriptions privilégiées hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements ; sur la dispense de toutes inscriptions d'office ; sur toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant ; sur tous compromis et transactions ; sur la création et la suppression de sièges administratifs, agences ou succursales.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Le Conseil peut créer tous comités composés de personnes choisies dans ou hors son sein et dont il détermine les attributions.

Le Conseil peut confier la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs de ses membres ou à toutes autres personnes, associées ou non-associées dont il fixe les attributions. La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale et impose au Conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'Assemblée Générale Ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Le Conseil peut déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées et soutenues au nom de la société, poursuites et diligences de son Conseil d'Administration.

Article 18

Tous actes et tous pouvoirs engageant la société sont signés par deux porteurs de procuration, administrateurs ou non, nommés par le Conseil d'Administration qui fixe leurs attributions.

Article 19

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une indemnité et/ou des jetons de présence, à inscrire au compte des frais généraux.

Le conseil d'Administration peut accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou de missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Chapitre IV — Contrôle des comptes sociaux.

Article 20

Le contrôle des comptes annuels et de la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises désignés par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Mixte d'Entreprise.

Le ou les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

Ils consignent le résultat de leur contrôle dans le rapport visé à la section XIII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée dans la suite.

Article 21

(abrogé)

Chapitre V — Assemblée Générale

Article 22

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés.

Elle peut modifier les statuts. Sauf dans les cas déterminés par la loi, elle statue valablement quel que soit le nombre de titres représentés. Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions. Ses décisions sont obligatoires pour tous les associés, même pour les absents, dissidents ou incapables.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'Assemblée Générale n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la prédite majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

En cas de modification des statuts qui changerait les droits attachés aux parts bénéficiaires, cette catégorie aura droit de vote et une majorité absolue des parts bénéficiaires représentées devra être obtenue dans cette catégorie pour entériner la modification proposée.

Article 23

L'Assemblée Générale annuelle est tenue au siège social le troisième jeudi du mois de mars à 11h00 du matin. Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

Le Conseil d'Administration peut convoquer des Assemblées Générales Extraordinaires aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

L'Assemblée Générale Extraordinaire doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant ensemble un cinquième des actions émises.

Dans ce cas, les actionnaires requérants devront indiquer dans leur demande les objets à porter à l'ordre du jour et le Conseil d'Administration devra convoquer l'Assemblée Générale endéans le mois de la demande à lui adressée.

Article 24

Les Assemblées Générales sont tenues au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Article 25

Les convocations pour toutes Assemblées Générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Article 26

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait droit d'assister à l'Assemblée.

Toutefois les mineurs, les interdits, les sociétés civiles et commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers gagistes et débiteurs gagistes, devront, conformément à l'article 9 des présents statuts, se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui six jours francs au moins avant l'Assemblée.

Article 27

Les actionnaires qui veulent assister à l'Assemblée Générale doivent déposer leurs titres au siège social ou dans le ou les établissements qui seront désignés par les avis de convocation.

Ce dépôt devra être effectué six jours francs au moins avant la date de l'Assemblée.

Les propriétaires des titres nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale doivent, six jours francs au moins avant la réunion, aviser la société de ce qu'ils entendent se prévaloir de leurs titres en vue de l'Assemblée Générale. Ils sont admis à la réunion sur production de leurs certificats d'inscription nominative. Ces prescriptions ne seront pas applicables aux actions souscrites dans une augmentation de capital social, si l'Assemblée qui a décidé de créer et d'émettre des nouveaux titres est appelée, par l'ordre du jour, à statuer en la même Assemblée sur d'autres objets.

Article 28

Le Président du Conseil ou, en cas d'absence de celui-ci, le plus ancien en titre des vice-présidents ou, à défaut de ceux-ci, l'administrateur le plus âgé préside l'Assemblée. Il désigne le secrétaire. Il est assisté de deux scrutateurs désignés par l'Assemblée.

Article 29

Le Conseil d'Administration a le droit de proroger, séance tenante, l'Assemblée à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Cette prorogation, qui s'applique également à l'Assemblée Générale appelée à modifier les statuts, annule toute décision prise. La seconde Assemblée a le droit de statuer définitivement, pourvu, bien entendu, que, dans le cas de modification de statuts, les conditions de présence exigées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée dans la suite, soient remplies.

Si l'Assemblée Générale Ordinaire dont la prorogation est prononcée a été convoquée pour le même jour qu'une Assemblée Générale appelée à modifier les statuts, et que cette dernière ne soit pas en nombre, la prorogation de la première Assemblée pourra être reculée à une date suffisamment éloignée pour qu'il soit possible de convoquer les deux Assemblées de nouveau pour le même jour, sans que toutefois le délai de prorogation puisse dépasser six semaines.

Article 30

Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des prescriptions légales, et notamment celles régissant les actions privilégiées sans droit de vote.

Article 31

Le procès-verbal de l'Assemblée est signé par le président, les deux scrutateurs, le secrétaire et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 32

L'Assemblée Générale entend le rapport de gestion, prend connaissance de l'attestation des réviseurs d'entreprises et discute les comptes annuels. Après l'adoption des comptes annuels, l'Assemblée Générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs.

Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fausse, dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement

indiqués dans la convocation.

Article 33

Les décisions en matière de modification aux statuts sont prises aux conditions de présence et de majorité fixées par la loi.

Chapitre VI — Comptes annuels et affectation des résultats.

Article 34

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la société sont arrêtés, et l'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le Conseil d'Administration remet les pièces avec le rapport de gestion au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale Ordinaire, aux réviseurs d'entreprises qui doivent faire dans la quinzaine le rapport visé à la section XIII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Quinze jours avant l'Assemblée Générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

1. des comptes annuels ;
2. de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille ;
3. du rapport de gestion et de l'attestation des réviseurs d'entreprises.

Les comptes annuels, de même que le rapport de gestion et l'attestation des réviseurs d'entreprises sont adressés aux actionnaires nominatifs en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'Assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Article 35

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements, corrections de valeur et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1. CINQ (5) pour cent pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ;
2. telles sommes que, sur proposition du Conseil d'administration,

l'Assemblée Générale décide d'affecter à la dotation de fonds de réserve ou de prévision, ou de reporter à nouveau.

3. le surplus du bénéfice est réparti comme suit :

- a) Il sera payé aux actions privilégiées sans droit de vote créées par suite des résolutions des Assemblées Générales Extraordinaires des 25 avril 1985, 10 décembre 1985 et 13 octobre 1993 un dividende prioritaire annuel brut de dix (10) francs équivalant à DEUX (2) pour cent du pair comptable, prorata temporis.

En cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices d'un ou plusieurs exercices pour payer ce dividende prioritaire, celui-ci ou son reste sera récupérable sur les exercices utiles des années suivantes, les dividendes arriérés étant payés dans l'ordre de leur ancienneté avant le dividende prioritaire de l'année.

- b) Après paiement des sommes dues en vertu du lift. a), il sera payé aux actions privilégiées avec et sans droit de vote, créées par suite des résolutions des Assemblées Générales Extraordinaires des 7 décembre 1981, 6 juillet 1982, 16 septembre 1983, 25 avril 1985, 10 décembre 1985, 13 octobre 1993 et 19 mai 1994, un dividende prioritaire annuel brut de vingt-cinq (25) francs, équivalant à CINQ (5) pour cent du pair comptable, prorata temporis.

En cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices d'un ou plusieurs exercices pour payer ce dividende prioritaire, celui-ci ou son reste sera récupérable sur les prochains exercices utiles, les dividendes arriérés étant payés dans l'ordre de leur ancienneté avant le dividende prioritaire de l'année.

Toutefois, les dividendes prioritaires accrus à la date du premier janvier 1994, en vertu du présent lift. b), ne pourront être récupérés qu'après paiement des dividendes prioritaires, le cas échéant accrus, échus après le premier janvier 1994 en vertu de ce même litt. b).

- c) Du solde éventuel, il sera attribué aux parts bénéficiaires un dividende de troisième (3^e) rang non récupérable de UN DEMI (1/2) pour cent du montant total de l'émission des parts bénéficiaires. Ce dividende peut être réduit lorsqu' aucun dividende n'est attribué aux actions ordinaires.
- d) Du solde éventuel, il sera procédé à une répartition uniforme entre toutes les actions sans distinction de catégorie au prorata de leur libération et prorata temporis, sur proposition du Conseil d'Administration.
- e) Le surplus éventuel servira à attribuer aux parts bénéficiaires un dividende de cinquième (5^e) rang, non récupérable, qui ne pourra cependant être supérieur à celui attribué aux actions en vertu du lift.

d).

Le Conseil d'Administration est autorisé, dans la mesure et sous les conditions prévues par la loi, à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes.

Le dividende est payable aux époques et lieux qui sont fixés par le Conseil d'Administration. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans à dater de leur exigibilité seront prescrits au profit de la société et versés au fonds de réserve.

Chapitre VII – Dissolution, liquidation.

Article 36

En cas de dissolution de la société, l'Assemblée a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et fixer leurs émoluments ; les pouvoirs du Conseil d'Administration alors en fonction prennent fin au moment de la désignation des liquidateurs.

A défaut par l'Assemblée de désigner les liquidateurs, les administrateurs en fonction seront, de droit, liquidateurs.

Article 37

En cas de liquidation de la société, l'avoir social, après déduction de toutes les dettes, est affecté dans l'ordre de priorité suivant :

1. au remboursement aux actions privilégiées sans droit de vote d'un montant de MILLE (1000) francs équivalant au pair comptable tel qu'il existait avant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 1997 ;
2. au remboursement aux actions privilégiées avec droit de vote d'un montant de MILLE (1000) francs équivalant au pair comptable tel qu'il existait avant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 1997 ;
3. au remboursement aux actions ordinaires d'un montant de MILLE (1000) francs équivalant au pair comptable tel qu'il existait avant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 1997 ;
4. au remboursement des parts bénéficiaires, sans toutefois que le montant ainsi distribué puisse excéder le montant total de l'émission desdites parts bénéficiaires.

Si, après les opérations de remboursement mentionnées à l'alinéa précédent, il reste un surplus, celui-ci sera affecté au paiement des dividendes prioritaires accrus, dans l'ordre de priorité fixé au point 3. de l'article 35 ; le solde éventuel sera réparti également entre toutes les actions émises sans distinction de catégorie.

Chapitre VIII – Élection de domicile.

Article 38.

Tout actionnaire, administrateur ou liquidateur de la société est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège social, pour le cas où les intéressés n'auraient pas de résidence effective et connue au Grand-Duché de Luxembourg, au moment où une communication devrait leur être faite.

Chapitre IX – Disposition générale

Article 39

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et de ses modifications.

Certifié conforme,

Le Notaire,

Rédacteur de l'acte modificatif.

Grevenmacher, le 05 novembre 2007.

